

**Arrêté approuvant la convention fixant la valeur du point tarifaire des prestations de physiothérapie entre l'Association Suisse des Physiothérapeutes Indépendants et Sanitas Assurances de base SA pour l'année 2014**

**Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,**

vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994 ;  
vu la loi fédérale concernant la surveillance des prix (LSPr), du 20 décembre 1985 ;  
vu le courrier de la communauté d'achat HSK, du 8 mai 2014, nous faisant parvenir la convention signée par toutes les parties les 23 janvier et 17 février 2014 ;  
vu la recommandation de la Surveillance des prix (SPR), du 9 septembre 2014 ;  
vu l'argumentaire exposé dans l'Annexe 1 au présent arrêté ;  
sur la proposition du conseiller d'État, chef du Département des finances et de la santé,  
*arrête :*

**Article premier** La convention concernant la valeur du point tarifaire pour les prestations de physiothérapie, selon la LAMal, y compris ses annexes, passée entre l'Association Suisse des Physiothérapeutes Indépendants (ASPI) et Sanitas Assurances de base SA, du 1<sup>er</sup> janvier 2014, valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014, est approuvée.

**Art. 2** <sup>1</sup>Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

<sup>2</sup>Il sera publié dans la Feuille officielle.

Neuchâtel, le 27 mars 2017

Au nom du Conseil d'État :

*Le président,*  
J.-N. KARAKASH

*La chancelière,*  
S. DESPLAND

## **Annexe 1**

### **à l'arrêté approuvant la convention fixant la valeur du point tarifaire des prestations de physiothérapie entre l'Association Suisse des Physiothérapeutes Indépendants et Sanitas Assurances de base SA pour l'année 2014**

#### **Argumentaire motivant la décision de s'écarter de la recommandation de la Surveillance des prix, du 9 septembre 2014**

Dans sa prise de position, la Surveillance des prix recommande de ne pas approuver la valeur du point tarifaire (VPT) convenue dans l'annexe 3 à la convention tarifaire concernant la rémunération des prestations de physiothérapie, passée entre Sanitas Assurances de base SA et l'ASPI pour la période courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014, soit defr. 0.92 et de fixer ou d'approuver une VPT qui ne dépasse pas fr. 0.90.

Le Conseil d'État a pris acte de cette recommandation mais a décidé de s'en écarter pour les motifs suivants :

- le Surveillant des prix applique la formule issue de la pratique du Conseil fédéral dont l'élément central est la valeur du point national qui date de 1999. En reprenant cette valeur, la formule du calcul fait abstraction de l'évolution du coût de la vie depuis 1999 ;
- ainsi, l'augmentation de la VPT proposée (+ 4,5%) est inférieure au renchérissement de l'indice des prix à la consommation (IPC) sur la période 2000-2014 (+ 8,7%). Les physiothérapeutes étant exposés à la croissance du coût de la vie, le Conseil d'État est d'avis qu'une augmentation de la VPT sous forme de compensation partielle de l'IPC d
- dans le domaine de l'assurance-maladie obligatoire des soins, les physiothérapeutes ne peuvent créer la demande que de manière limitée car ils ne sont pas prescripteurs de prestations. Par conséquent, l'augmentation des prestations de physiothérapie répond à une demande des médecins et des patients ;
- l'adaptation tarifaire proposée permet de maintenir le niveau de qualité des prestations de physiothérapie, notamment en permettant des investissements indispensables par exemple dans la formation continue et l'acquisition d'appareils.

Le Conseil d'État juge par conséquent que la convention tarifaire conclue entre Sanitas Assurances de base SA et l'ASPI est conforme à la loi, à l'équité et qu'elle satisfait au principe d'économicité.